

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 30 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25 août 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LABRUGUIERE Energie**

188 rue Maurice Béjart  
CS 57392  
34184 MONTPELLIER

Références : UID11/66-C3-2023-056  
Code AIOT : 0006606428

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 août 2022 dans l'établissement de la société LABRUGUIERE Energie implanté sur le territoire de la commune de CUXAC-CABARDES (11390). L'inspection a été annoncée le 16 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABRUGUIERE Energie
- 11390 CUXAC-CABARDES
- Code AIOT : 0006606428
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 2 aérogénérateurs d'une puissance totale de 4,6 MW).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite du 13 août 2020,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2018 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Mesures liées à la biodiversité	AP Complémentaire du 12/02/2018, article 6-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
9	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet
10	Règlement REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
13	Prévention des risques	AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8	/	Sans objet
15	Balisage	AP Complémentaire du 16/02/2018, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Prévention des risques	AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8	/	Sans objet
14	Prévention des risques	AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte certaines des dispositions contrôlées.

Toutefois, plusieurs écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets et la mise en place de système de détection et d'arrêt des éoliennes. Concernant les systèmes de détection et d'arrêt, l'inspection a proposé de mettre en demeure l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li> <li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li> <li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul> <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitation a déclaré les données techniques du parc sur le site OREOL.</p> <p>Toutefois, les dénominations des éoliennes ne correspondent pas avec celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11-2018.012 du 16 février 2018.</p>

L'exploitant doit modifier et compléter sa déclaration sous OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de suivi de 2019, 2020 et 2021.</p> <p>Dans le cadre de ces suivis, l'exploitant a mis en place le bridage chiroptères (en continu entre mi-avril et mi-novembre) prévu par l'article 6-II de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11-2018-012 du 16 février 2018 et l'a renforcé suite aux suivis de 2019 et de 2021. Par conséquent, un suivi a dû être réalisé en 2022 pour s'assurer de la pertinence du bridage renforcé. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de ce suivi.</p> <p>Par ailleurs, en application de l'article 6-I de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11-2018-012 du 16 février 2018, les 2 éoliennes devraient être équipées, en cas de besoin, d'un système de détection/effarouchement/arrêt (SDA) pour la protection de l'avifaune. Actuellement, les éoliennes ne sont pas équipées de SDA. Les suivis mettent en évidence un impact sur l'avifaune, espèces patrimoniales dont le statut de conservation est LC = Préoccupation mineure, NT = Quasi-menacé ou VU = Vulnérable et mentionnent que l'éolienne EH (LAB10 dans les rapports de suivi) est la plus impactante. L'exploitant doit donc mettre en place les SDA sur les deux éoliennes (voir constat de l'article 6-I de l'arrêté susmentionné au point 11 ci-après).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Les rapports de suivi ne mentionnent pas le respect du protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la justification du respect du protocole au service de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité » créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.  Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les justificatifs du téléversement des données des rapports de suivi environnemental de 2019, 2020 et 2021 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux et signalétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les éoliennes ne sont pas identifiées par le numéro mentionné dans l'arrêté complémentaire n° DREAL-UID11-2018-012 de 2018 ni comme dans la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.  Par ailleurs, ce marquage pourrait être positionné au-dessus de la porte, et non au niveau de la porte comme actuellement, afin d'être plus facilement visible.  Enfin, certains panneaux doivent être mis à jour ou changé, car ils sont dégradés et deviennent illisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur EH (identifié par LBR01-EOL10) était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination de ses déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures sonores						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet						
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures</th></tr><tr><td>Sup à 35 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à :Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ;Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ;Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ;Zéro pour une durée supérieure à huit heures.En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures	Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures				
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)				

ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle de 2021, réalisé par un organisme extérieur, conclut au respect des valeurs limites de niveaux sonores et d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p> <p><b>Constats :</b> Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) contrôlés n'étaient pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier ou d'une autre société.</p> <p>Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien la société autorisée à exploiter le parc éolien.</p> <p>Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale. Normalement dans ce cas-là, la case 12 du BSD et éventuellement des cases suivantes doivent être remplies.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La fiche de données de sécurité (FDS) est fournie dans la langue officielle de l'État membre dans lequel la substance est mise sur le marché.</p> <p><b>Constats :</b> Certaines des FDS fournies par l'exploitant n'étaient pas en français.</p> <p>Toutefois, certaines FDS ne sont pas au bon format et vise l'ancienne codification pour les phrases de risques.</p> <p>L'exploitant doit récupérer, auprès de ces fournisseurs, les fiches de données de sécurité des produits utilisés en français.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

**N° 11 : Mesures liées à la biodiversité**

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 12/02/2018, article 6-I
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Système de détection et d'arrêt (SDA)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Un système de détection d'oiseaux (vision artificielle ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces et d'effarouchement sonore, sera mis en place en cas de besoin sur les éoliennes EF et EH. Ce dispositif doit permettre l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'approche d'oiseaux en vol dans la zone à risque de collision, Le fonctionnement des systèmes de détection et d'arrêt doit être effectif selon les conclusions de suivis environnementaux globaux réalisés sur le parc éolien, objet du présent arrêté préfectoral complémentaire, ainsi que sur celui de la société GRAMENTES ENERGIES sur la commune Les Martys.
<b>Constats</b> : Les deux éoliennes ne sont pas équipées de système de détection et d'arrêt (SDA).  Les suivis environnementaux du parc mentionnent pourtant que l'éolienne EH est la plus impactante de l'ensemble des éoliennes du parc de Labruguière implanté sur la commune de Cuxac-Cabardès (11) et du parc de Labruguière implanté sur la commune de Labruguières (81).  Par conséquent, l'exploitant, sauf éléments d'appréciation contraires, doit mettre en place des SDA sur chaque éolienne.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

**N° 12 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Un débroussaillage doit être organisé sur un périmètre de 50 m autour de chaque éolienne et 10 m de part et d'autre des chemins d'accès.
<b>Constats</b> : L'exploitant a fourni le devis du débroussaillage de 2022.  Il serait judicieux que ce document mentionne les contraintes du débroussaillage prescrites par l'arrêté du 16 février 2018.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 13 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Une réserve incendie d'au moins 120 m <sup>3</sup> d'eau est mise en place et entretenue par l'exploitant du parc éolien de la société GRAMENTES ENERGIES sur la commune de Les Martys. Cette réserve est également utilisée pour le parc éolien, objet du présent arrêté préfectoral complémentaire, dans le cadre d'une convention entre les deux exploitants. Les conditions d'aménagement de cette

réserve et d'accès pour les véhicules de secours sont déterminées en liaison avec le SDIS.
<b>Constats</b> : La réserve est en place.
Toutefois, l'exploitant doit transmettre au service d'inspection la convention entre les deux exploitants mentionnée par l'article 8.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 14 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 16/02/2018, article 8
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les nacelles sont équipées de dispositifs autonomes d'extinction incendie à déclenchement automatique.
<b>Constats</b> : Les éoliennes sont bien équipées de dispositifs autonomes d'extinction incendie à déclenchement automatique.  L'exploitant doit transmettre au service d'inspection la documentation du dispositif ainsi que le rapport du dernier contrôle.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 15 : Balisage

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 16/02/2018, article 9
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Balisage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, les éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien GRAMENTES ENERGIES sont rendus synchrones de jour comme de nuit avec ceux des 8 parcs éoliens situés à proximité (si ceux-ci sont synchronisés entre eux) : le parc éolien Roc del Mounge situé sur le lieu-dit du « Puech Mégé » sur la commune de Labruguière dans le Tarn (81), les parcs éoliens Bois de Serre et Lacombe-La Réserve sis sur la commune de Lacombe, les parcs éoliens Grand Bois et Cuxac-Cabardès sis sur les communes de Cuxac-Cabardès et Caudebronde, le parc éolien de Sambrès sis sur les communes de Mas-Cabardès, Roquefère et Labastide-Esparbairénque, le parc éolien Les Cabanelles sis sur la commune de Saissac et le parc éolien de la société GRAMENTES ENERGIES sis sur la commune de Les Martys (6 éoliennes).
<b>Constats</b> : Le balisage de l'installation est conforme.  Toutefois, l'exploitant n'a pas pu justifier de la synchronisation de son balisage avec ceux des parcs voisins.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet